



Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Michel LIBOUTON, *Conseiller-Président* ;  
Charles PICQUÉ, *Bourgmestre-Président* ;  
Cathy MARCUS, Patrick DEBOUVERIE, Carlo LUYCKX, Said AHRUIL, Willem STEVENS, Thierry VAN CAMPENHOUT, *Échevin(e)s* ;  
Catherine FRANCOIS, Vincent HENDERICK, Alain MARON, Jean SPINETTE, Hassan ASSILA, Rodolphe d'UDEKEM d'ACUZ, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, Yvan BAUWENS, Victoria DE VIGNERAL, Myriem AMRANI, Khalid MANSOURI, Catherine MORENVILLE, Barbara DE RADIGUÉS DE CHENNEVIÈRE, Eva LAUWERS, Klaas LAGROU, Christophe SOIL, Bernard GUEU TOUNA, Hassan OUIRINI, Aziz ALBISHARI, *Conseillers* ;  
Laurent PAMPFER, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Alain HUTCHINSON, Yasmina NEKHOUL, *Échevin(e)s* ;  
Maria NOVALET, Pedro CALDEIRINHA RUIPIO, Elsa BAILLY, Mohssin EL GHABRI, Anne MORIN, Vagelinn MAGLIS, *Conseillers*.

**Séance du 30.11.17**

---

**#Objet : Octroi d'une prime communale aux particuliers pour la prévention des cambriolages - Règlement communal pour 2018.#**

---

Séance publique

**Sécurité et Prévention**

Vu les subsides octroyés par la Région de Bruxelles-Capitale à la commune de Saint-Gilles dans le cadre du Plan Local de Prévention et de Sécurité pour un montant total de 2.031.493 € pour 2018;

Attendu que ce Plan Local de Prévention et de Sécurité prévoit la subsidiation de certaines mesures prises en matière de prévention des cambriolages et plus particulièrement l'octroi de primes aux particuliers qui sécurisent leur habitation privée;

Attendu qu'un budget de 12.800 € a été prévu pour l'octroi d'une prime communale pour les particuliers qui sécurisent leur habitation privée dans le cadre de la technoprévention/prévention des cambriolages et que ces dépenses seront imputées sur l'article 300/331/01 du budget ordinaire 2018 sous réserve d'approbation par la Tutelle;

Vu la Circulaire du 11 avril 1995 du Ministère de l'Intérieur concernant le modèle de règlement pour l'instauration d'une prime communale portant sur des mesures de technoprévention pour la prévention des cambriolages dans les habitations;

Considérant que cette prime communale incitera les particuliers à se prémunir contre les risques de cambriolages en renforçant la sécurisation de leur habitation privée par des mesures techniques efficaces;

Considérant la nécessité de réglementer la présente matière;

Vu la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 portant modification de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative tel que modifié par l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 novembre 1999;

Vu la circulaire du 24 août 1998 relative à l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Décide,

D'arrêter comme suit le règlement communal concernant l'octroi d'une prime aux particuliers qui sécurisent leur habitation afin de se prémunir contre les cambriolages:

Article 1<sup>er</sup> : Dans les limites des crédits budgétaires alloués à cet objet, à savoir 12.800 €, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut attribuer une prime pour l'installation de mesures de technoprévention en vue de la protection des habitations situées sur le territoire de la commune. Cette prime sera attribuée suivant l'ordre d'introduction des demandes jusqu'à épuisement des crédits budgétaires.

Article 2: § 1er. Le mot "prime" dans le présent règlement vise le remboursement d'un pourcentage, avec un montant maximum, des frais payés pour l'achat et l'installation de moyens technopréventifs pour la protection des habitations contre le cambriolage.

§ 2. Le mot "habitation" dans le présent règlement vise la maison ou l'appartement servant au logement privé, où aucune activité professionnelle n'est exercée, situés sur le territoire de la commune.

Article 3: Le but de l'attribution d'une prime est de protéger réellement et sérieusement les habitations situées sur le territoire de la commune pour prévenir les cambriolages.

Article 4: La prime s'élève à 50 % des frais d'achat et/ou d'installation avec un maximum de 200 € par habitation.

Article 5: § 1er. Les mesures prises doivent contribuer à la protection de l'habitation entière et doivent diminuer le risque de cambriolage pour l'habitation entière. Ceci suppose que tous les accès à l'habitation (portes, fenêtres, soupiraux,...) soient protégés dans la même mesure.

§ 2. Les mesures qui sont prises en considération doivent viser l'amélioration de la protection organisationnelle et physique de l'habitation.

§ 3. La prime n'est pas attribuée pour l'installation ou l'entretien de systèmes d'alarmes électroniques.

§ 4. La prime peut être accordée pour la sécurisation efficace d'une cave privative à condition que le restant de l'habitation soit prioritairement et correctement protégé. Elle peut être également octroyée pour la sécurisation d'un garage exclusivement privé attenant directement à l'habitation. Par contre, elle ne sera pas accordée pour la sécurisation d'un garage ou d'un emplacement ne jouxtant pas directement cette habitation.

Article 6: La prime peut être demandée pour une habitation déterminée, par l'occupant de la maison

qui y a fixé son domicile, ou par le propriétaire dont le domicile est fixé ailleurs, que ce soit ou non dans la commune. Une prime ne pourra être attribuée qu'une seule fois par an pour le même logement. Si deux demandes indépendantes sont introduites, seule la première demande sera prise en considération. Si un propriétaire possède plusieurs logements sur le territoire de la commune de Saint-Gilles, la prime ne pourra être allouée que pour 3 logements maximum par an.

Article 7 : La prime est exclusivement octroyée aux personnes physiques dans le but de protéger leur habitation privée ; elle ne peut être accordée à un syndicat de propriétaires, à une gérance, à une ASBL, à des sociétés, à des commerces, aux titulaires de professions libérales tout comme elle ne peut être accordée pour la sécurisation de parties communes à un immeuble ou à une habitation excepté pour la porte d'entrée générale donnant directement sur la rue et pour autant qu'une seule et même personne physique prenne en charge les frais de sécurisation de cette porte.

Article 8: Préalablement à l'achat et à l'installation de mesures de sécurité supplémentaires, un avis peut être demandé auprès du conseiller en prévention vol. L'avis se limite à des recommandations sur les mesures à prendre qui entrent en ligne de compte pour la prime.

Article 9: Les travaux pourront être effectués, soit par les personnes ayant demandé à pouvoir bénéficier de la prime, soit par un professionnel enregistré. Dans les deux cas, les factures originales (ou duplicatas) d'achat de matériel et/ou de réalisation des travaux devront être présentées au conseiller en prévention vol. En cas de non transmission de ces pièces justificatives, la prime ne pourra pas être accordée.

Article 10: Les demandes de prime sont centralisées auprès du conseiller en prévention vol au service de prévention communal.

§ 1er. La prime ne peut être demandée que pour des frais réalisés à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement. Le demandeur doit produire l'original ou le duplicata de la facture ou du ticket d'achat et/ou de la facture d'installation qui établit le montant des frais exposés. Les travaux doivent impérativement être terminés et facturés avant le 31 décembre 2018. Les dossiers de demandes d'octroi de la prime avec les documents justificatifs datés de 2018 peuvent cependant encore être introduits jusqu'au 30 juin 2019 au plus tard. Au-delà de cette date, les primes relatives à des travaux de sécurisation datés de 2018 ne peuvent plus être octroyées.

§ 2. Le conseiller en prévention vol effectue un contrôle technique et administratif. Le contrôle administratif comprend un contrôle des pièces originales, de la date de ces pièces originales et la vérification de tous documents utiles à l'octroi de la prime. Un formulaire ad hoc de demande d'octroi de la prime doit être complété et signé par le demandeur accompagné de la preuve de paiement de la facture ou de la dépense: copie de l'extrait de compte bancaire et/ou du reçu. Le contrôle technique comprend la vérification sur place de ce que les mesures de sécurité, qui sont l'objet de la demande de prime, aient été réellement exécutées, et si l'effet dissuasif contre le cambriolage porte bien sur l'habitation entière.


§ 3. Le conseiller en prévention vol fait un rapport du contrôle réalisé. Le rapport et l'avis ou non d'octroi de la prime sont transmis au Collège des Bourgmestres et Echevins qui décide de l'attribution de la prime. En cas de refus, la décision doit être motivée et notifiée au demandeur de la prime.

Article 11: Les primes payées sur base d'une demande frauduleuse seront récupérées, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires.

Article 12: Le présent règlement produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

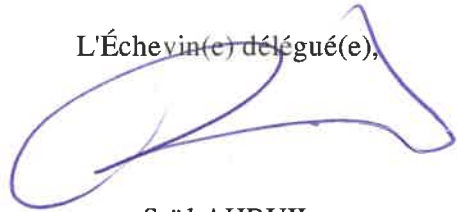
27 votants : 27 votes positifs.

Secrétaire communal,



Laurent PAMPFER

L'Échevin(e) délégué(e),



Saïd AHRUIL



Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

- Aanwezig** Michel LIBOUTON, *Gemeenteraadslid-Voorzitter* ;  
Charles PICQUÉ, *Burgemeester-Voorzitter* ;  
Cathy MARCUS, Patrick DEBOUVERIE, Carlo LUYCKX, Saïd AHRUIL, Willem STEVENS, Thierry VAN CAMPENHOUT, *Schepenen* ;  
Catherine FRANCOIS, Vincent HENDERICK, Alain MARON, Jean SPINETTE, Hassan ASSILA, Rodolphe d'UDEKEM d'ACUZ, Victoria VIDEGAIN SANTIAGO, Yvan BAUWENS, Victoria DE VIGNERAL, Myriem AMRANI, Khalid MANSOURI, Catherine MORENVILLE, Barbara DE RADIGUÉS DE CHENNEVIÈRE, Eva LAUWERS, Klaas LAGROU, Christophe SOIL, Bernard GUEU TOUNA, Hassan OUIRINI, Aziz ALBISHARI, *Gemeenteraadsleden* ;  
Laurent PAMPFER, *Gemeentesecretaris*.
- Verontschuldigd** Alain HUTCHINSON, Yasmina NEKHOU, *Schepenen* ;  
Maria NOVALET, Pedro CALDEIRINHA RUIPIO, Elsa BAILLY, Mohssin EL GHABRI, Anne MORIN, Vagelina MAGLIS, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 30.11.17**

---

**#Onderwerp : Toekenning van een gemeentelijke premie aan particulieren voor inbraakpreventie - Gemeentereglement voor 2018.#**

---

Openbare zitting

**Veiligheid en Preventie**

Gelet op de subsidies die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de gemeente Sint-Gillis werden toegekend in het kader van het Plaatselijk Preventie- en Buurtplan voor een totaalbedrag van 2.031.493 € voor 2018;

Aangezien dat dit Plaatselijk Preventie- en Buurtplan voorziet in de subsidiëring van bepaalde maatregelen die in het vlak van inbraakpreventie werden genomen en meer bepaald de toekenning aan particulieren van premies voor het beveiligen van hun privéwoning;

Aangezien dat er een budget van 12.800 € voorzien werd voor de toekenning van een gemeentelijke premie voor particulieren die hun privéwoning in het kader van technopreventie beveiligen en dat deze uitgaven op het artikel 300/331/01 van het gewone budget 2018 ingeschreven zullen worden na de goedkeuring van het Voogdijgezag;

Gelet op de omzendbrief van 11 april 1995 van het Ministerie van Binnenlandse Zaken betreffende het modelreglement voor de invoering van een gemeentelijke premie inzake technopreventieve maatregelen ter voorkoming van inbraak in woningen;

Overwegende dat deze gemeentelijke premie de particulieren ertoe aan zal zetten om zich tegen inbraakrisico's te wapenen door de beveiliging van hun privéwoning met doeltreffende technische maatregelen te versterken;

Overwegende dat het noodzakelijk is de onderhavige materie te reglementeren;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteverhuden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, zoals gewijzigd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 18 november 1999;

Gelet op de omzendbrief van 24 augustus 1998 betreffende de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Beslist,

Om als volgt het gemeentereglement vast te stellen betreffende de toekenning van een premie aan particulieren die hun woning beveiligen om zich tegen de inbraken te beschermen:

Artikel 1: Binnen de perken van de begrotingskredieten die aan dit onderwerp toegekend werden, met name 12.800 €, kan het College van Burgemeester en Schepenen een premie toekennen voor de installatie van technopreventieve maatregelen ter beveiliging van woningen die op het grondgebied van de gemeente gelegen zijn. Deze premie zal toegekend worden in volgorde van indiening van de aanvraag tot de uitputting van de begrotingskredieten.

Artikel 2: § 1. Met een "premie" wordt in dit reglement bedoeld de terugbetaling van een percentage, met een maximumbedrag van de betaalde aankoop- en installatiekosten van technopreventieve middelen voor de beveiliging van woningen tegen inbraak.

§ 2. Met "woning" wordt in dit reglement het huis of appartement voor privé-huisvesting bedoeld, waar geen beroepsactiviteiten uitgeoefend worden en dat op het grondgebied van de gemeente gelegen is.

Artikel 3: Het doel van de toekenning van een premie is de woningen die op het grondgebied van de gemeente gelegen zijn daadwerkelijk en grondig te beveiligen om inbraken te voorkomen.

Artikel 4: De premie bedraagt 50 % van de aankoop- en/of installatiekosten met een maximum van 200 € per woning.

Artikel 5: § 1. De genomen maatregelen moeten bijdragen tot de beveiliging van de gehele woning en moeten het inbraakrisico voor de hele woning verminderen. Dit houdt in dat alle toegangen tot de woning (deuren, ramen, keldergaten, ...) in dezelfde mate beveiligd moeten worden.

§ 2. De maatregelen die in aanmerking komen, moeten gericht zijn op de verbetering van de organisatorische en fysieke beveiliging van de woning.

§ 3. De premie wordt niet voor de installatie of het onderhoud van elektronische alarmsystemen toegekend.

§ 4. De premie mag worden toegekend voor het efficiënt beveiligen van een privé-kelder op voorwaarde dat de rest van de woning in eerste instantie en correct werd beveiligd. Ze kan ook worden toegekend voor het beveiligen van een uitsluitend privégarage die rechtstreeks aan de woning grenst. Ze mag echter niet worden toegekend voor het beveiligen van een garage of parkeerplaats die niet rechtstreeks aan de betrokken woning grenst.

Artikel 6: De premie kan aangevraagd worden voor een bepaalde woning, door de bewoner van het huis die er zijn woonplaats heeft, of door de eigenaar die elders zijn woonplaats heeft, of dit nu wel of niet in de gemeente is. Er kan slechts eenmaal per jaar een premie voor dezelfde woning toegekend worden. Indien twee aanvragen onafhankelijk van elkaar ingediend worden, dan zal enkel de eerste aanvraag in aanmerking genomen worden. Indien een eigenaar verschillende woningen op het grondgebied van de gemeente Sint-Gillis bezit, zal de premie slechts voor maximum 3 woningen per jaar toegekend kunnen worden.

Artikel 7 : De premie wordt uitsluitend aan natuurlijke personen toegekend om hun privéwoning te beschermen ; ze kan niet toegekend worden aan een eigenaarsverbond, een beheerder, een vzw, firma's, handelszaken, houders van vrije beroepen, net zoals ze niet voor de beveiliging van gemeenschappelijke delen van een gebouw of een woning toegekend kan worden uitgezonderd voor de algemene voorkeur dat directe toegang geeft tot de straat en voor zover slechts eenzelfde persoon de beveiligingskosten van deze deur op zich neemt.

Artikel 8: Voorafgaand aan de aankoop en de installatie van bijkomende beveiligingsmaatregelen kan er advies aan de diefstalpreventieadviseur gevraagd worden. Het advies beperkt zich tot aanbevelingen over de te nemen maatregelen die voor de premie in aanmerking komen.

Artikel 9: De werken kunnen ofwel door de personen die de premie aangevraagd hebben, ofwel door een geregistreerd bedrijf uitgevoerd worden. In beide gevallen moeten de originele facturen (of duplicaten) voor de aankoop van materiaal en/of de uitvoering van werken aan de diefstalpreventieadviseur voorgelegd worden. In het geval dat deze bewijsstukken niet doorgegeven worden, kan de premie niet toegekend worden.

Artikel 10: De premie-aanvragen worden bij de diefstalpreventieadviseur van de gemeentelijke preventiedienst gecentraliseerd.

§ 1er. De premie kan enkel aangevraagd worden voor kosten die vanaf de datum van inwerkingtreding van het huidige reglement gemaakt werden. De aanvrager moet het origineel of het duplicaat van de factuur of het ticket van de aankoop en/of plaatsingsfactuur voorleggen die het bedrag van de gemaakte kosten vaststelt. De werken moeten absoluut voor 31 december 2018 beëindigd zijn en gefactureerd worden. De dossiers van aanvragen tot verlening van de premie met de bewijsstukken die van 2018 worden gedateerd, kunnen echter nog tot 30 juni 2019 uiterlijk ingevoerd worden. Over deze datum kunnen de premies betreffende werkzaamheden van beveiliging die van 2018 worden gedateerd, niet meer toegestaan worden.

§ 2. De diefstalpreventieadviseur voert een technische en administratieve controle uit. De administratieve controle omvat een controle van de originele bewijsstukken, van de datum van deze originele bewijsstukken en het nazien van alle documenten nuttig voor de toekenning van de premie. Een ad hoc formulier van premie-aanvraag moet door de aanvrager ingevuld en hangetekend worden met het bewijs van de betaling van de factuur of van de uitgave: kopie van het bankuitreksel en/of het ontvangstbewijs. De technische controle omvat de controle ter plaatse of de beveiligingsmaatregelen die het voorwerp uitmaken van de premie-aanvraag daadwerkelijk uitgevoerd werden en of het inbraakwerend effect betrekking heeft op de gehele woning.

§ 3. De diefstalpreventieadviseur maakt een verslag van de controle op. Het verslag en het advies over het al dan niet toekennen van de premie wordt aan het College van Burgemeester en Schepenen overgemaakt, die over de toekenning van de premie beslist. In geval van weigering moet de beslissing gestaafd worden en de premieaanvrager dient hiervan officieel op de hoogte gebracht te worden.

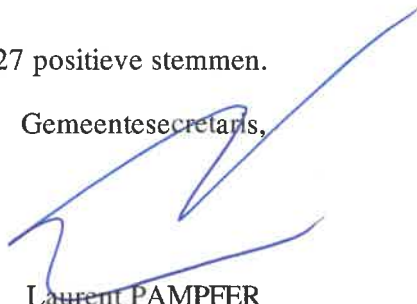
Artikel 11: De premies die op basis van een bedrieglijke aanvraag uitbetaald werden, zullen ongeacht

eventuele gerechtelijke vervolging teruggevorderd worden.

Artikel 12: Het huidige reglement wordt van kracht op 1 januari 2018.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Gemeentesecretaris,



Laurent PAMPFER

De Afgevaardigde Schepen,



Saïd AHRUIL